

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 AOÛT 1913.

Projet de loi relatif à l'accroissement du chiffre organique des officiers de l'armée ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. DU BUS DE WARNAFFE.

MESSIEURS,

La loi de milice qui vient d'être votée par les Chambres législatives entraînera une augmentation considérable de nos forces militaires.

C'est ainsi que, par l'utilisation du même nombre de classes de milice, l'armée de campagne pourra être portée de 100,000 à 150,000 hommes, voire à 175,000, tandis que l'effectif des troupes de forteresse et de 2^e ligne, qui était évalué à 80,000 hommes sous le régime ancien, pourra être porté à 200,000 hommes.

A pareille augmentation des effectifs de troupe doit évidemment correspondre une augmentation du cadre et particulièrement du nombre d'officiers.

Il ne pourrait évidemment être question d'entretenir sur le pied de paix tous les officiers nécessaires à l'encadrement des formations de guerre.

Aucun pays ne supporterait une charge semblable, qui serait d'ailleurs hors de proportion avec les avantages qui en seraient retirés.

Partout, le cadre complet de guerre est composé d'un cadre permanent utilisé en temps de paix pour l'instruction des troupes, et d'un cadre de réserve.

(1) Projet de loi, n° 178.

(2) La Commission était composée de MM. NERINX, *président*, DE WOUTERS D'OPLINTER, DU BUS DE WARNAFFE, HUBIN, HUYSHAUWER, HUYSMANS (LOUIS) et PIRMEZ.

Ce dernier n'est chez nous qu'à l'état embryonnaire. Mais le Gouvernement s'occupe de le développer, par application du texte de la loi concernant les volontaires de milice et par d'autres mesures adéquates.

L'augmentation du nombre des officiers, ne devant se produire qu'au fur et à mesure de l'accroissement du nombre de miliciens, devra être progressive, et, pour pouvoir y procéder, le Gouvernement a déposé le projet de loi soumis à vos délibérations et qui tend à l'autoriser à créer, dans un espace de cinq ans à dater de la promulgation de la loi, de nouveaux emplois d'officiers.

Le projet de loi se borne à donner à cette latitude qu'il crée pour le Gouvernement une limite maxima.

Nous avons désiré avoir, au sujet des intentions du Gouvernement, des indications plus précises sur le programme qu'il compte réaliser.

Dans l'organisation projetée, les cadres en officiers seraient composés d'après les bases ci-après :

I. — ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL.

45 officiers généraux dont :

- 1 chef d'état-major de l'armée,
- 1 sous-chef d'état-major de l'armée,
- 1 inspecteur général d'artillerie,
- 1 inspecteur général du génie,
- 7 commandants de division,
- 20 commandants de brigade mixte.
- 3 commandants de brigade de cavalerie,
- 1 commandant supérieur d'Anvers,
- 1 adjoint au commandant supérieur d'Anvers,
- 1 chef d'état-major de la position fortifiée d'Anvers,
- 1 commandant d'artillerie d'Anvers,
- 1 commandant du génie d'Anvers,
- 4 commandants de province,
- 2 commandants de place de Liège et Namur,

soit 45 officiers généraux au lieu de 39 actuellement en fonctions.

Ce nombre est loin d'être exagéré si l'on songe que le nombre de brigades de toutes armes passe de 16 à 23 et que les gouverneurs des positions fortifiées auront chacun un adjoint.

Il est vrai que l'on a mieux réparti, dans l'ensemble, les généraux existants, de manière à mieux utiliser les éléments qui composent l'état-major général.

II. — CADRE SPÉCIAL D'ÉTAT-MAJOR.

Ce cadre comprendrait : 24 officiers supérieurs et 30 officiers subalternes, soit une augmentation de 4 unités dans chacune des catégories.

Cette augmentation se justifie par la création des états-majors de deux nouvelles divisions, le renforcement de l'état-major de la division de cavalerie et la création d'un noyau de l'état-major des forces mobiles d'Anvers.

III. — CADRE AUXILIAIRE D'ÉTAT-MAJOR.

Ce cadre comprendrait : 89 officiers subalternes, destinés à compléter les états-majors des divers commandements.

Afin que ces officiers ne manquent pas à leurs unités, comme c'est le cas actuellement, ils seraient placés hors cadres et occuperaient en temps de paix leur position du temps de guerre.

Avec les effectifs que nous aurons à instruire et le nombre aussi restreint d'officiers prévus dans les armes, il n'est pas possible qu'un certain nombre d'entre eux soient détachés des corps d'un façon permanente.

IV. — SECRÉTAIRE D'ÉTAT-MAJOR.

Ces secrétaires rempliraient les fonctions actuelles des officiers de place secrétaires.

Grâce à une meilleure répartition du travail, on a pu, sur ce cadre, faire une réduction de 7 unités parmi les officiers subalternes.

V. — INFANTERIE.

L'augmentation pour l'infanterie comporterait 54 officiers supérieurs et 295 officiers subalternes.

L'augmentation en officiers supérieurs se justifie facilement par cette considération que notre infanterie comportera dans l'avenir, sur pied de guerre, un total de 60 régiments de 3 bataillons plus un bataillon de cyclistes et 20 compagnies de mitrailleurs, alors qu'actuellement nous ne disposons que de 49 régiments de 6 bataillons chacun et un bataillon cycliste.

Grâce à l'adoption du principe de dédoublement des unités à la mobilisation, il est possible de se contenter d'un cadre d'officiers relativement peu élevé, tout en assurant dans de bonnes conditions l'instruction des unités et en évitant que les officiers se rouillent dans l'inactivité.

C'est ainsi que chaque état-major de régiment comprendra : les éléments nécessaires au dédoublement de cet état-major, 1 colonel et 2 officiers supérieurs dont l'un prendra le commandement du régiment bis et l'autre celui du régiment de forteresse correspondant.

Il y aura également 3 adjudants-majors, soit 4 par régiment du temps de guerre.

Chaque état-major de bataillon comprendra 2 majors.

Chaque compagnie a 2 capitaines et 4 lieutenants ou sous-lieutenants.

Des officiers de réserve viendront au moment de la mobilisation compléter les cadres à raison de 1 à l'état-major du régiment bis comme portedrapeau, 1 à l'état-major de chacun des bataillons comme adjudant-major, 1 à chaque compagnie.

VI. — CAVALERIE.

C'est la cavalerie qui, dans la réorganisation, subit l'augmentation la plus considérable. Sous le régime actuel, nous possédons 8 régiments à 5 escadrons, soit 40 escadrons.

Dans l'organisation projetée, la cavalerie comprendrait 6 régiments à 5 escadrons, soit : 30 escadrons, plus 6 régiments à 4 escadrons, soit 24 escadrons.

Au total : 54 escadrons groupés en 12 régiments au lieu de 8.

Toutefois, les augmentations de cadres projetées ne sont pas aussi considérables qu'on pourrait le croire.

On a admis, en effet, que les régiments pouvaient être commandés indifféremment par un colonel ou un lieutenant-colonel, alors qu'auparavant on comptait 1 colonel et 1 lieutenant colonel par régiment.

D'autre part, la création d'un adjudant chef de peloton parmi les sous-officiers permet de se contenter de 3 lieutenants ou sous-lieutenants par escadron.

Afin de disposer de quelques officiers pour encadrer à la mobilisation les escadrons de réservistes destinés à l'armée de forteresse, on compte hors cadres les officiers de l'école d'équitation, du dépôt de remonte et de l'escadron de l'école militaire.

Cette organisation présente l'avantage qu'en temps de paix les effectifs des escadrons actifs seront toujours au complet, ce qui est indispensable pour l'instruction, comme pour la disponibilité immédiate au moment de la mobilisation.

En résumé, pour la cavalerie, l'augmentation se traduirait par 7 officiers supérieurs et 30 officiers subalternes.

VII. — L'ARTILLERIE.

L'artillerie subira une augmentation proportionnelle à celle de l'infanterie.

Actuellement, l'artillerie de campagne est formée de 4 brigades à 2 régiments à 2 groupes de 3 batteries à 6 pièces, soit 72 pièces par division d'armée. Au total : $72 \times 4 = 288$ pièces.

Il faut y ajouter 2 groupes de 2 batteries de 6 pièces à cheval, soit 24 pièces à cheval.

Diverses raisons techniques ont amené le Gouvernement à doter chacune de nos brigades mixtes d'un groupe de 3 batteries et d'adjoindre, à chaque division d'armée, un régiment de 3 groupes de 3 batteries.

On a profité de la réorganisation pour établir la batterie à 4 pièces, comme on l'a fait en France et comme en Allemagne on se dispose également à le faire.

Nous aurons donc : $20 \times 3 \times 4 = 240$ pièces aux brigades,
 plus $6 \times 3 \times 3 \times 4 = 216$ pièces aux divisions,
 plus $3 \times 4 = 12$ pièces à la division de cavalerie.
 Soit au total . . . 468 pièces.

Cette quantité d'artillerie correspond à peu de chose près à une batterie par 1,000 hommes.

Comme pour la cavalerie, on admet que le régiment peut être commandé par un colonel ou un lieutenant-colonel. Les groupes seront indifféremment commandés par un major ou un lieutenant-colonel.

L'augmentation du nombre de sections, restées à 2 pièces, exigera évidemment un grand nombre de lieutenants ou sous-lieutenants.

Toutefois, comme dans toutes les armes, la création de l'adjudant-chef de section permettra de rester dans des limites fort raisonnables.

Au total, pour l'artillerie de campagne, l'augmentation prévue comporterait 17 officiers supérieurs et 144 officiers subalternes. Il faut tenir compte également de la réorganisation des établissements d'artillerie, dont le personnel comprend actuellement des ingénieurs d'artillerie civils.

L'artillerie de forteresse n'a subi qu'un remaniement, nécessité surtout par l'extension du système de défense d'Anvers.

Ce remaniement exige une augmentation de 12 officiers supérieurs et 23 officiers subalternes.

VIII. — GÉNIE.

Le génie compterait désormais 1 bataillon de 2 compagnies par division d'armée, alors qu'il ne comptait auparavant que 1 compagnie par unité analogue.

Grâce à l'utilisation du cadre employé actuellement au service du casernement, on pourra faire face à cette augmentation, malgré les compagnies spéciales importantes, comme celle des aérostiers, aviateurs, pontonniers, etc., par la création de 2 officiers supérieurs et 21 officiers subalternes.

IX. — CORPS DES TRANSPORTS.

Ce sera un organisme tout nouveau dans l'armée.

Le service qu'il est appelé à assurer, des plus importants dans une armée moderne, est celui du transport de tout ce qui est indispensable en fait de munitions d'artillerie, d'infanterie, de cavalerie et du génie, et d'approvisionnements de bouche et de bagages.

Ce service est assuré actuellement par le train, dont l'organisation est toujours demeurée embryonnaire et insuffisante.

En utilisant les officiers du train, il faudra créer 4 officiers supérieurs et 84 officiers subalternes pour le nouveau corps des transports.

X. — COMPTABLES.

Il faut prévoir 43 comptables en plus dans les corps de troupe.

Le projet prévoit également 4 comptables officiers supérieurs pour le service de l'ordonnancement, l'administration centrale et la position fortifiée d'Anvers.

Par contre, la réorganisation du corps des comptables du matériel permettra une réduction dans ce cadre de 9 unités.

XI. — LES SERVICES.

Les services devront évidemment subir une extension parallèle à celle que subit l'année combattante.

C'est ainsi qu'il est nécessaire de renforcer le service de santé qui, en temps de paix comme en temps de guerre, aura une mission importante à remplir.

Le gouvernement projette pour les médecins une augmentation de 69 unités.

Pour le service vétérinaire, il faudra en plus 149 officiers assimilés et pour l'intendance 5 officiers assimilés.

Conclusion.

En résumé, l'augmentation en officiers et assimilés se chiffre, ainsi qu'il est demandé au projet déposé et amendé par le Gouvernement, par :

105 officiers supérieurs et généraux;

735 officiers subalternes;

120 officiers assimilés (médecins, vétérinaires et intendants).

Il reste un point à envisager : c'est celui de l'encadrement des futures formations de 2^e ligne.

Cet encadrement n'est prévu dans le projet que pour 3 bataillons par régiment d'infanterie.

Plus tard, dans cinq ou six ans, les ressources de recrutement nouveau permettront d'en former successivement trois de plus, pour l'encadrement desquels de nouvelles créations seront nécessaires.

Si le recrutement des officiers de réserve tel qu'il va être inauguré

donnait de bons résultats, on pourrait peut-être se contenter de ce qui est demandé.

Mais si les espérances devaient être déçues de ce côté, il faudrait recourir à de nouvelles créations.

Mais, c'est là une question à envisager dans l'avenir. A chaque jour suffit sa peine. Il aura suffi d'indiquer les possibilités, afin que l'on ne soit pas surpris si, plus tard, de nouveaux sacrifices étaient encore demandés.

La Commission a voté le projet, amendé par le Gouvernement, à l'unanimité.

Le Rapporteur,
DU BUS DE WARNAFFE.

Le Président,
E. NERINCX.



AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR
LE GOUVERNEMENT.

ARTICLE PREMIER.

A l'article premier, supprimer les mots : « ou assimilés », remplacer les mots : « cent vingt-cinq » par : « cent cinq », les mots : « sept cents » par : « sept cent trente-cinq » et compléter l'article par les mots : « et un nombre d'officiers assimilés qui ne pourra dépasser cent vingt ».

ART. 2.

Compléter l'article 3 par les mots : « et à l'article 5 de la loi du 26 juin 1899 portant réorganisation du personnel des services administratifs, des officiers comptables du matériel d'artillerie, des adjoints du génie, du personnel du service de santé et du service vétérinaire ».

Le Ministre de la Guerre,

AMENDEMENTEN INGEDIEND DOOR
DE REGEERING.

EERSTE ARTIKEL.

In artikel 1 de woorden : « of daarmee gelijkstaanden » te doen wegval-
len; de woorden : « honderd vijf en twintig » te vervangen door : « honderd vijf », de woorden : « zeven honderd » door : « zeven honderd vijf en dertig », en het artikel aan te vullen door toevoeging van de woorden : « benevens een getal gelijkgestelde officieren dat honderd twintig niet mag te boven gaan ».

ART. 2.

Artikel 2 aan te vullen door de woorden : « en bij artikel 5 der wet van 26 Juni 1899 houdende herinrichting van het personeel der diensten van het beheer, van de officieren-rekenplichtigen voor het materieel der artillerie, van de adjuncten der genie, van het personeel van den geneeskundigen dienst en van den dienst der paardenartsen.

De Minister van Oorlog,

CH. DE BROQUEVILLE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 AUGUSTUS 1913.

Ontwerp van wet betreffende de vermeerdering van het organieke getal officieren van het leger (¹).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (²) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER **DU BUS DE WARNAFFE**.

MIJNE HEEREN,

De onlangs door de Kamers aangenomen militiewet zal onze krijgsmacht aanzienlijk vermeerderen.

Zoo kan, met een gelijk aantal militieklassen, het leger te velde worden gebracht van 100,000 op 150,000 man, zelfs tot op 170,000, terwijl de getalsterkte van de vestingtroepen en van de troepen der tweede linie, onder het vorige stelsel geraamd op 80,000 man, kan worden verhoogd op 200,000.

Dergelijke vermeerdering van de getalsterkte der troepen moet blijkbaar gepaard gaan met eene vermeerdering van het kader, inzonderheid van het getal officieren.

Voorzeker kan er geen sprake van zijn, al de officieren, die noodig zijn voor de kaders op voet van oorlog, te behouden op voet van vrede.

Geen land zou soortgelijken last dragen; deze last zou overigens niet in verhouding zijn tot de voordeelen, welke daaruit zouden voortspruiten.

Overal bestaat het volledige oorlogskader uit een bestendig kader, in vredetijd dienend tot het oefenen van de troepen, en uit een reservekader.

(¹) Wetsontwerp, n^o 178.

(²) De Commissie bestond uit de heeren NERINCX, *voorzitter*, DE WOUTERS D'OPLINTER, DU BUS DE WARNAFFE, HUBIN, HUYSHAUWER, HUYSMANS (LOUIS) en PIRMEZ.

Van dit laatste bestaat te onzent nog slechts een kern. Doch de Regeering wil het uitbreiden door toepassing van de bepaling der wet betreffende de militievrijwilligers en door andere gepaste middelen.

Daar het getal officieren slechts naar gelang van het toenemend getal dienstplichtigen dient verhoogd te worden, moet dit geleidelijk geschieden, en daartoe werd door de Regeering het wetsontwerp ingediend, waarover gij behoeft te beraadslagen. Het strekt om haar te machtigen, nieuwe betrekkingen van officier in te stellen binnen een tijdsverloop van vijf jaren na de afkondiging der wet.

Het wetsontwerp bepaalt enkel eene maximum-grens voor dit recht, aan de Regeering verleend.

Wij verlangden nader ingelicht te worden over de inzichten van de Regeering, over het programma dat zij denkt te verwezenlijken.

Met de ontworpen inrichting zouden de kaders, wat aangaat het getal officieren, bestaan uit :

I. — ALGEMEENE STAF.

45 opperofficieren, waaronder :

- 1 hoofd van den staf des legers,
- 1 onderoverste van den staf des legers,
- 1 inspecteur-generaal der artillerie,
- 1 inspecteur-generaal der genie,
- 7 afdeelingscommandanten,
- 20 commandanten van gemengde brigaden,
- 3 brigadecommandanten der cavalerie,
- 1 opperbevelhebber voor Antwerpen,
- 1 adjunct van den opperbevelhebber voor Antwerpen,
- 1 hoofd van den staf der stelling van Antwerpen,
- 1 artillerie-commandant voor Antwerpen,
- 1 genie-commandant voor Antwerpen,
- 4 provincie-commandanten,
- 2 plaatscommandanten te Luik en te Namen,

Te zamen 45 opperofficieren in plaats van de 39, die thans in dienst zijn.

Dit getal is hoegenaamd niet overdreven, zoo men bedenkt dat het getal brigaden van alle wapenen stijgt van 16 tot 23 en dat de gouverneurs der versterkte stellingen ieder een adjunct zullen hebben.

Weliswaar zijn de tegenwoordige generaals over 't algemeen beter ingedeeld, om meer nut te trekken uit de bestanddeelen van den algemeenen staf.

II. — BIJZONDER KADER VAN DEN STAF.

Dit kader zou bevatten : 24 hoofdofficieren en 30 lagere officieren, dus eene vermeerdering met 4 eenheden voor elke soort.

Deze vermeerdering wordt gebillijkt door het oprichten van de staven van twee nieuwe afdeelingen, de versterking van den staf der afdeeling cavalerie en het tot stand brengen van eene kern voor den staf der mobiele troepen van Antwerpen.

III. — HULPKADER VAN DEN STAF.

Dit kader zou bevatten : 89 lagere officieren, bestemd om de staven van de verschillende commandanten aan te vullen.

Opdat deze officieren niet worden onttrokken aan hunne eenheden zooals thans, zouden zij buiten kader worden geplaatst en in vreedstijd hunne betrekking van oorlogstijd bekleeden.

Met het getal manschappen, die wij zullen moeten oefenen, en het zoo beperkt getal officieren bij de wapenen voorzien, is het niet mogelijk, een zeker getal daarvan bestendig af te zonderen van de korpsen.

IV. — SECRETARISSEN VAN DEN STAF.

Deze secretarissen zouden belast worden met het tegenwoordig ambt van de plaatselijke officieren-secretarissen.

Dank zij eene betere verdeling van het werk, kon men dit kader verminderen met 7 manschappen onder de lagere officieren.

V. — INFANTERIE.

De verhooging voor de infanterie zou 51 hoofdofficieren en 295 lagere officieren bedragen.

De vermeerdering van het getal hoofdofficieren kan gemakkelijk gebillijkt worden door deze overweging, dat onze infanterie voortaan, op voet van oorlog, zal bestaan uit 60 regimenten van 3 bataljons, buiten een bataljon wielrijders en 20 compagnieën mitrailleurs, terwijl wij thans slechts beschikken over 19 regimenten van 6 bataljons ieder en een bataljon wielrijders.

Dank zij het aannemen van het beginsel der splitsing van de eenheden bij de mobielverklaring, kan men zich bepalen bij een betrekkelijk weinig uitgebreid kader van officieren; tevens kan men de oefening van de eenheden behoorlijk verzekeren en vermijden dat de officieren in de ledigheid verstompen.

Zoo zal elke regimentstaf bevatten de noodige manschappen tot splitsing van dien staf, 1 kolonel en 2 hoofdofficieren waarvan de eene het bevel over het regiment bis en de andere het bevel over het daarmede in verband staande vestingregiment voeren zal.

Er zullen ook 3 adjudanten-majors zijn, dus 1 per regiment op voet van oorlog.

Bij elken bataljonstaf zullen 2 majors zijn.

Bij elke compagnie zijn er 2 kapiteins en 4 luitenants of onderluitenants.

Op het oogenblik der mobielverklaring zullen reserve-officieren de kaders aanvullen als volgt : 1 bij den staf van het regiment bis als vaandrig, 1 bij den staf van ieder bataljon als adjudant-majoor en 1 bij iedere compagnie.

VI. — CAVALERIE.

De cavalerie wordt, bij deze herinrichting, het meest uitgebreid. Onder de huidige regeling hebben wij 8 regimenten van 5 eskadrons, dus 40 eskadrons.

Met de ontworpen herinrichting zou de cavalerie bevatten 6 regimenten van 5 eskadrons, dus 30 eskadrons, en daarenboven 6 regimenten van 4 eskadrons, dus 24 eskadrons.

Te zamen, 54 eskadrons ingedeeld in 12 regimenten in stede van 8.

Evenwel zijn de ontworpen kaderverhoogingen niet zoo groot als men zou denken.

Er werd immers aangenomen dat de regimenten konden aangevoerd worden hetzij door een kolonel, hetzij door een luitenant-kolonel, terwijl er vroeger 1 kolonel en 1 luitenant-kolonel per regiment was.

Anderzijds kan men, ten gevolge van het iustellen van eene plaats van adjudant-pelotonoverste onder de onderofficieren, zich bepalen bij 3 luitenants of onderluitenants per eskadron.

Ten einde over eenige officieren te beschikken om, bij de mobielverklaring, het kader uit te maken van de reserve-eskadrons bestemd voor het vestingleger, rekenen wij, buiten kader, de officieren der rijschool, van het remotedepot en van het eskadron der militaire school.

Deze regeling levert het voordeel op, dat, in vreedstijd, de manschappen der eskadrons in werkelijken dienst altijd voltallig zullen zijn, wat onontbeerlijk is voor de oefening, alsook opdat het vereischte aantal manschappen dadelijk zouden beschikbaar zijn bij de mobielverklaring.

Kortom, voor de cavalerie zou de verhooging 7 hoofdofficieren en 30 lagere officieren bedragen.

VII. — ARTILLERIE.

De artillerie zal in gelijke mate als de infanterie vermeerderd worden.

Thans bestaat de veldartillerie uit 4 brigaden van 2 regimenten met 2 groepen van 3 batterijen van 6 stukken, dus 72 stukken per legerafdeeling, of te zamen : $72 \times 4 = 288$ stukken.

Daarbij moeten gevoegd worden 2 groepen van 2 batterijen van 6 bereden stukken, dus 24 bereden stukken.

Wegens verschillende technische redenen besloot de Regeering, elke gemengde brigade te voorzien van eene groep van 3 batterijen en aan elke legerafdeeling toe te voegen een regiment van 3 groepen met 3 batterijen.

Men heeft de herinrichting te baat genomen om de batterijen van 4 stukken samen te stellen, zooals gedaan werd in Frankrijk en men ook in Deutschland doen zal.

Wij zullen dus beschikken over : $20 \times 3 \times 4 = 240$ stukken bij de brigaden,
 daarenboven $6 \times 3 \times 3 \times 4 = 216$ stukken bij de afdeelingen,
 en $3 \times 4 = 12$ stukken bij de afdeeling
 cavalerie.

Dus te zamen . . . 468 stukken.

Dit getal stukken komt nagenoeg neer op 1 batterij per 1,000 man.

Evenals voor de cavalerie, wordt aangenomen dat het regiment kan aangevoerd worden door een kolonel of door een luitenant-kolonel. De groepen zullen aangevoerd worden hetzij door een majoor, hetzij door een luitenant-kolonel.

De verhooging van het getal sectiën, blijvende bestaan uit 2 stukken, zal natuurlijk een groot getal luitenants of onderluitenants vergen.

Evenwel zal men, zooals bij alle wapenen, door het instellen van de plaats van adjudant-sectieoverste binnen zeer redelijke grenzen kunnen blijven.

In 't geheel zou, voor de veldartillerie, de ontworpen verhooging bestaan uit 17 hoofdofficieren en 144 lagere officieren. Er moet ook rekening worden gehouden met de herinrichting van de artillerie-inrichtingen, waarvan het personeel thans bestaat uit burgeringenieurs der artillerie.

De vestingartillerie onderging slechts ééne verandering, vooral wegens het uitbreiden van het verdedigingsstelsel van Antwerpen.

Wegens deze verandering zijn er 12 hoofdofficieren en 23 lagere officieren meer noodig.

VIII. — GENIE.

De genie zou voortaan bestaan uit 1 bataljon van 2 compagnieën per legerafdeeling, terwijl er vroeger maar 1 compagnie was per legerafdeeling.

Dank zij het benuttigen van het kader, dat thans is belast met den dienst der kazerneering, zal men, niettegenstaande de belangrijke bijzondere compagnieën, zooals die der luchtvaarders, vliegeniers, pontonniers, enz., in dit verhoogen kunnen voorzien door het aanstellen van 2 nieuwe hoofdofficieren en 21 nieuwe lagere officieren.

IX. — VERVOERKORPS.

Dat zal een gansch nieuwe instelling zijn in 't leger.

De dienst, waarmee het zal belast zijn, een van de gewichtigste in een

moderne leger, is het vervoeren van al wat onontbeerlijk is in zake van artillerie-, infanterie-, cavalerie- en genieammunitie, alsmede van proviand en leger-tros.

Deze dienst is thans opgedragen aan den trein, waarvan de inrichting steeds onontwikkeld en ontoereikend is gebleven.

Zoo men de officieren van den trein benutigt, zal men 4 nieuwe hoofdofficieren en 84 nieuwe lagere officieren voor het nieuwe korps van den vervoerdienst moeten benoemen.

X. — REKENPLICHTIGEN.

Bij de troepenkorpsen moet men 43 rekenplichtigen meer voorzien.

Het ontwerp voorziet insgelijks 4 hogere officieren-rekenplichtigen voor den dienst belast met de machtiging tot betaling, voor het hoofdbestuur en voor de stelling van Antwerpen;

Door de herinrichting van het korps der rekenplichtigen van het materieel zal men integendeel dit kader kunnen verminderen met 9 eenheden.

XI. — DE DIENSTEN.

De uitbreiding van de diensten zal natuurlijk gelijken tred moeten houden met de uitbreiding van het leger op voet van oorlog.

Zóó is het noodig, den gezondheidsdienst te versterken; in vreedstijd zooals in oorlogstijd zal hij eene belangrijke zending te vervullen hebben.

De Regeering stelt voor, het getal geneesheeren te vermeerderen met 69 eenheden.

Voor den dienst der paardenartsen zullen er 149 gelijkgestelde officieren en, voor de intendantie, 5 gelijkgestelde officieren meer moeten zijn.

Besluit.

Kortom, zooals gevraagd wordt in het door de Regeering ingediend en gewijzigd ontwerp, komt de verhooging van het getal officieren en gelijkgestelden hierop neer :

105 hoofdofficieren en opperofficieren;

735 lagere officieren;

120 gelijkgestelde officieren (geneesheeren, paardenartsen en intendanten).

Eene zaak dient nog in aanmerking te worden genomen, namelijk het vormen van het kader der achterste gelederen.

Dit kader is in het ontwerp slechts voorzien voor 3 bataljons per regiment voetvolk.

Later, binnen vijf of zes jaar, zal men door middel van de manschappen, geleverd door het nieuwe wervingsstelsel, achtereenvolgens drie nieuwe bataljons kunnen vormen, voor welker kader nieuwe benoemingen zullen noodzakelijk zijn.

Mocht de werving van de reserve-officieren, zooals zij eerlang zal worden gedaan, goede uitslagen opleveren, dan zou men wellicht zich kunnen tevreden houden met wat gevraagd wordt.

Doch, indien de verwachtingen op dit gebied werden teleurgesteld, dan zou men tot nieuwe benoemingen zijn toevlucht moeten nemen.

Dat vraagstuk moet echter later in aanmerking komen. Ieder dag heeft genoeg aan zijn eigen kwaad. Het zal volstaan dat wij op de mogelijkheden hebben gewezen, opdat men niet verwonderd zij, indien later nog nieuwe opofferingen worden gevraagd.

De Commissie heeft het door de Regeering gewijzigd ontwerp met eenparige stemmen aangenomen.

De Verslaggever,

DU BUS DE WARNAFFE.

De Voorzitter,

E. NERINCX.

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR
LE GOUVERNEMENT.

ARTICLE PREMIER.

A l'article premier, supprimer les mots : « ou assimilés », remplacer les mots : « cent vingt-cinq » par : « cent cinq », les mots : « sept cents » par : « sept cent trente-cinq » et compléter l'article par les mots : « et un nombre d'officiers assimilés qui ne pourra dépasser cent vingt ».

ART. 2.

Compléter l'article 3 par les mots : « et à l'article 5 de la loi du 26 juin 1899 portant réorganisation du personnel des services administratifs, des officiers comptables du matériel d'artillerie, des adjoints du génie, du personnel du service de santé et du service vétérinaire ».

Le Ministre de la Guerre,

AMENDEMENTEN INGEDIEND DOOR
DE REGEERING.

EERSTE ARTIKEL.

In artikel 1 de woorden : « of daarmee gelijkstaanden » te doen wegval-
len; de woorden : « honderd vijf en twintig » te vervangen door : « hon-
derd vijf », de woorden : « zeven hon-
derd » door : « zeven honderd vijf en dertig », en het artikel aan te vullen door toevoeging van de woorden : « benevens een getal gelijkgestelde offi-
cieren dat honderd twintig niet mag te boven gaan ».

ART. 2.

Artikel 2 aan te vullen door de woor-
den : « en bij artikel 5 der wet van 26 Juni 1899 houdende herinrichting van het personeel der diensten van het beheer, van de officieren-rekenplichtigen voor het materieel der artillerie, van de adjuncten der genie, van het personeel van den geneeskundigen dienst en van den dienst der paardenartsen.

De Minister van Oorlog,

CH. DE BROQUEVILLE.